

CENTRE D'ACTION LAÏQUE DE LA PROVINCE DE LIÈGE | BOULEVARD DE LA SAUVENIÈRE 33-35 | 4000 LIÈGE
N°123 | TRIMESTRIEL | OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2023 | N° D'AGRÉATION : P201200 | BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X

SALUT & FRATERNITÉ



Les extrémismes,
menaces sur
les droits fondamentaux

Libres, ensemble

SOMMAIRE



4

Les extrémismes, notre prison

Par Hervé Parmentier

L'extrémisme comme pensée, comme action et comme politique

Par Julien Paulus



6



7

Les extrémismes, menaces pour les droits sociaux

Par Thierry Bodson

Les extrémismes, menaces pour les droits sexuels et reproductifs

Par Justine Bolssens



8



9

La politique migratoire, est-elle extrémiste ?

Par Sibylle Gioe

PEC W-B, de l'éducation permanente à la lutte antifasciste

Par Loïc Decamp



10



12

La laïcité en actions

Opinions
Pétitions
Interpellations



14



LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

Par **Véronique Limère**, présidente du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège.

Dans quelques mois, des élections se dérouleront à plusieurs niveaux de pouvoir dans notre pays. Face au constat de défiance, voire de méfiance vis-à-vis du politique, aux peurs face au monde de demain, nous savons et redoutons qu'une partie croissante de nos concitoyens ne développe une tendance au repli, à l'individualisme et au rejet de l'autre. Les partis d'extrême droite ont connu au gré des dernières échéances électorales une résurgence en Europe.

Notre secteur associatif, socio-culturel, les corps intermédiaires ont un rôle crucial à jouer dans les enjeux éducatifs et d'information dans la reconstruction d'un dialogue entre les citoyens et leurs représentants politiques. Consciente de ces défis cruciaux pour la survie de notre démocratie et de nos libertés, la laïcité est porteuse d'un projet de société ouverte, qui propose des réponses collectives pour refaire société. Vivre ensemble implique un cadre commun démocratique, un État de droit.

Les extrémismes, notre prison : tel est le titre de la campagne d'éducation permanente 2023-24 du Centre d'Action Laïque. Au travers de celle-ci, le mouvement laïque entend contribuer à analyser les extrémismes, un phénomène complexe qui prend de multiples visages. Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège va poursuivre le travail sur ces questions en vous proposant, à travers l'exposition *Enjeux humains*, de revisiter la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) en tant que levier contre les extrémismes.

Démocratie, égalité de genre, droits sociaux, liberté de la presse, paix, migration, éducation, santé : l'exposition met en scène les droits fondamentaux indispensables à nos sociétés et pourtant bafoués chaque jour à travers le monde. De manière ludique, pédagogique et engagée, à partir d'une centaine de dessins dépeignant l'actualité mondiale, elle montre que ce texte de 1948, qui célèbre son 75^e anniversaire cette année, reste un idéal à atteindre. Elle invite également à aller de l'avant en questionnant de nouveaux droits indispensables aujourd'hui et demain comme ceux liés au numérique et à l'environnement.

Cette exposition réalisée en collaboration avec le réseau international *Cartooning for Peace* sera présentée dès le mois d'octobre à La Cité Miroir. Nous vous y attendons nombreuses et nombreux pour ensemble affirmer nos idéaux communs de défense des libertés fondamentales et de démocratie.



Salut & Fraternité, périodique trimestriel, est édité par le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Les légendes et inserts ainsi que certains titres et chapeaux sont de la rédaction.

Éditrice responsable Véronique Limère, présidente
Boulevard de la Sauvenière 33-35. 4000 Liège.

Comité de rédaction Charlotte Collot, Christophe Corthouts, Céline Gérard, Stéphane Hauwaert, Aline Kockartz, Arnaud Leblanc, Isabelle Leplat, Catherine Maréchal.

Rédactrice en chef Céline Gérard – Secrétariat de rédaction Charlotte Collot
Photos Centre d'Action Laïque de la Province de Liège – Unsplash – IStockphoto.

Avec la collaboration de Thierry Bodson, Justine Bolssens, Loïc Decamp, Henri Deleersnijder, Sibylle Gioe, Aline Kockartz, Céline Martin, Colette Mertens, Hervé Parmentier, Julien Paulus, Gautier Pirotte, Audrey Taets.

Publicité 04 232 70 06

Administration Jehona Krenzi, Pascale Riga, Valérie Runfola, Simon Vanderheyden.

Création de la maquette Knok Design – Impression AZ Print
Mise en page Arnaud Leblanc.

©Creative Commons. Sauf illustration avec indication contraire, contenu sous licence Creative Commons, utilisation non commerciale et citation de la source. Les illustrations sans crédit sont du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège.

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège met toutes les mesures en œuvre pour assurer la sécurité de vos données et le respect de votre vie privée. Pour toute question, demande de suppression ou de modification de coordonnées, adressez-vous à administration@calliege.be ou au 04 232 70 40.

Numéro clôturé le 1^{er} juillet 2023.

Tirage 5 000 exemplaires – Envoi gratuit sur demande (info@calliege.be)

Vous souhaitez aider Salut & Fraternité? Versez une contribution sur le compte BE48 0682 1400 1427 avec en communication : S&F 123



LE CENTRE D'ACTION LAÏQUE DE LA PROVINCE DE LIÈGE REMERCIE SES PARTENAIRES : la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Wallonie, la Province de Liège, Liège Province Culture, Liège Province Jeunesse, la Première, les Villes de Liège, Seraing et Waremme.



LES EXTRÉMISMES, MENACES SUR LES DROITS FONDAMENTAUX

Dans un contexte pré-électoral, la campagne annuelle d'éducation permanente du Centre d'Action Laïque est axée sur la lutte contre les extrémismes qui mettent à mal la démocratie et l'État de droit.

Qu'est-ce qu'un extrémisme ? Existe-il des nuances ? Comment la pensée extrémiste se construit-elle et quels en sont les mécanismes ? Salut & Fraternité propose une réflexion autour de certains concepts dont les contours sont parfois flous et où le sens des mots a toute son importance. Il interroge et illustre les menaces que représentent les extrémismes pour nos droits et libertés fondamentales, notamment les droits sociaux,

les droits sexuels et reproductifs et la liberté de circuler. Comment et pourquoi, aujourd'hui, ces droits sont-ils menacés ?

En vue des élections 2024, de quels leviers disposons-nous pour contrer la montée des extrémistes en Europe mais aussi en Belgique ? Comment faire face à la prolifération et à la banalisation des idées extrémistes dans le contexte actuel ? Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège entend participer à ce débat et n'hésitera pas à prendre sa place dans les actions qui contribueront à combattre les pratiques discriminatoires, les exclusions et les injustices.



Par **Hervé Parmentier**, secrétaire général adjoint du Centre d'Action Laïque.

LES EXTRÉMISMES, NOTRE PRISON

Définie comme thématique de travail prioritaire par la Convention laïque d'octobre 2022, la lutte contre les extrémismes est le sujet de la campagne d'éducation permanente 2023 du Centre d'Action Laïque.

Au travers de cette campagne, le Centre d'Action Laïque entend contribuer à analyser les extrémismes, un phénomène complexe qui prend de multiples visages. De droite, de gauche, nationalistes, religieux ou philosophiques, écologistes, sociaux ou économiques, les opinions et comportements extrémistes questionnent les fondamentaux démocratiques et nous concernent toutes et tous.

Par extrémismes, le Centre d'Action Laïque vise les doctrines ou attitudes dont les adeptes développent une pensée dogmatique, refusant toute alternative, qui les conduit à vouloir imposer leurs vues à l'ensemble de la société. En opposant des « eux » aux « nous », les tenants de ces courants portent atteinte à l'intégrité du corps social et mettent en péril l'État de droit. Les extrémismes enferment les idées, cadennassent les débats : ils sont notre prison.

→ « (...) le Centre d'Action Laïque entend contribuer à analyser les extrémismes, un phénomène complexe qui prend de multiples visages. »

De fait, les idéaux extrémistes transforment les perceptions et accompagnent des croyances qui isolent ceux qui succombent à cette « pensée magique » offrant une solution à tout. Car le trait commun des extrémismes est qu'ils reposent toujours sur une intolérance envers tout ce qui est autre dans une recherche de pureté (pureté

identitaire à droite, pureté morale à gauche, pureté religieuse..., voire leur combinaison comme les courants identitaires de droite reposant sur un socle prétendu commun de valeurs chrétiennes).

Ces extrémismes, gonflés à bloc par les réseaux sociaux, sont dangereux. La campagne du Centre d'Action Laïque est une occasion de le dénoncer.

D'une part, les extrémismes concourent à enfermer les citoyens dans des silos de pensée entre lesquels prévaut une compétition mutuellement exclusive : aucune place pour la nuance, une prime à l'hostilité si pas à la violence envers les adversaires.

D'autre part, en rendant impossible un dialogue serein et un échange d'idées constructif, les extrémismes sapent l'intégrité de notre société.

Puisqu'ils opposent les uns aux autres, puisqu'ils enferment plutôt que n'émancipent, ils affaiblissent notre système démocratique et fragilisent nos droits et libertés fondamentales.

Aux extrémistes, y compris ceux se revendiquant de la laïcité, le Centre d'Action Laïque entend faire savoir qu'ils ne nous priveront pas de notre capacité de penser et de notre liberté d'expression. Le principe de laïcité, tout au contraire de l'extrémisme, permet la coexistence pacifique et harmonieuse des différentes visions du monde présentes au sein de la société.

Face aux extrémismes, le Centre d'Action Laïque veut susciter réflexion, méthode et action avec pour fils conducteurs, d'une part, cette idée « subversive » pour certains, d'un être humain maître de ses choix, de son destin et d'autre part, d'un travail qui nous amène à combattre toute logique de cristallisation des appartenances



Par extrémismes, le Centre d'Action Laïque vise les doctrines ou attitudes dont les adeptes développent une pensée dogmatique, refusant toute alternative, qui les conduit à vouloir imposer leurs vues à l'ensemble de la société.

Ils dégradent les relations sociales et s'attaquent aux institutions démocratiques chargées d'assurer la cohésion sociale et de faire émerger l'intérêt général. Ils cadennassent la société en privilégiant les particularismes au détriment de l'universalisme et forment donc une menace directe pour l'État de droit.

(logique qui précisément, ne laisse aucune place à la mobilité ou la possibilité de faire des choix).

Concrètement, la campagne mobilise le Centre d'Action Laïque et ses sept régionales ainsi que de nombreuses associations du mouvement laïque. Elle a débuté en mai 2023 sur tout le terri-

toire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Un tir groupé d'activités sera organisé dans le courant des mois d'octobre et de novembre pour aboutir au 8 décembre, date à laquelle le Centre d'Action Laïque organisera un moment de synthèse et d'interpellation politique à La Cité Miroir à Liège. Cette date n'a pas été choisie par hasard : ce deuxième week-end de décembre commémorera le 75^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est pour nous l'occasion de réaffirmer que la réponse aux extrémismes passe par la jouissance effective des droits fondamentaux.

La campagne se prolongera ensuite jusqu'au début de l'année 2024 par une mobilisation plus particulière contre l'extrême droite. À l'aube d'une année électorale concernant tous les niveaux de pouvoir, le Centre d'Action Laïque entend en effet prendre pleinement sa part

dans le travail de sensibilisation aux dangers de l'extrême droite, avec une attention soutenue aux très nombreux jeunes qui auront pour la première fois l'occasion de voter. ■■■

Toutes les informations utiles relatives à la campagne *Les extrémismes, notre prison* sont consultables sur le site internet du Centre d'Action Laïque :

www.laicite.be



LES EXTRÉMISMES NOTRE PRISON

exposition

Ce que les Afghanes ont à nous dire...

à La Cité Miroir - Liège

place Xavier-Neuveau 22 - 4000 Liège
www.citemiroir.be

du 7/10/2023 au 28/01/2024

Lundi au vendredi 9h-18h - Samedi et dimanche 10h-18h - Ouverture en soirée en fonction des activités programmées - Fermeture les jours fériés (voir www.citemiroir.be)

Tarif plein : 7 € | Tarif réduit : 5 € | Tarif scolaire : 3 €
- 6 ans : Gratuit | Art. 27

Cinq artistes et photographes exilées témoignent de la résistance des femmes face au régime des talibans.

COLLECTIF
laicité yallah



Dans le cadre de la campagne d'éducation permanente du Centre d'Action Laïque





Par Julien Paulus, rédacteur en chef de la revue Aide-mémoire.

L'EXTRÉMISME COMME PENSÉE, COMME ACTION ET COMME POLITIQUE

Qu'est-ce que l'extrémisme ? La réalité que ce concept recouvre reste floue tant le terme sature les champs socio-politique et médiatique, (dis)qualifiant aussi bien des politiques radicaux que le militantisme féministe ou l'intégrisme religieux.

Il fait partie de ce que l'historien Johann Chapoutot appelle joliment les « isthmes du contemporain », c'est-à-dire « ces récits qui survivent, à l'état parcellaire, sinon de ruines, [...] ces -ismes qui permettent peu ou prou de continuer à marcher à sec¹ » au milieu des vestiges des grandes idéologies du XX^e siècle. Munissons-nous dès lors de nos cartes, compas et boussole, et tâchons de tracer les contours de l'isthme extrémiste...

L'extrémiste fascine autant qu'il fait peur. Sa radicalité encourage la société à expulser ses manifestations hors du champ de la rationalité. Pourtant, si l'on en croit les travaux du sociologue Gérard Bronner², la très compréhensible indignation qui nous saisit face à des actes extrémistes serait peut-être moins l'expression de la peur qu'inspireraient les actes eux-mêmes que celle selon laquelle ils pourraient malgré tout avoir un sens.

Et de fait, le profil sociologique de l'extrémiste confirme cette crainte. Loin de l'image du marginal déconnecté ou du fou incohérent, les nombreuses études sur les mouvements radicaux font apparaître un portrait-robot assez familier. Que l'on s'intéresse au profil de militants de l'Armée républicaine irlandaise, des Brigades rouges, d'extrême droite ou islamistes, on voit s'esquisser la silhouette d'individus souvent issus des classes moyennes, voire aisées, au niveau scolaire relativement élevé et généralement plutôt bien insérés dans la société.

Les extrémistes ne sont pas des fous. Aussi multiforme et étrange qu'elle puisse être ou paraître, la pensée extrémiste n'en est pas moins cohérente, construite et réfléchie. Elle peut autant faire l'objet d'une entrée « par paliers », comme une lente dérive semblable à celle de l'humoriste Dieudonné, que d'une sortie « maîtrisée », à l'instar de l'homme politique Alain Madelin passant aisément des opérations « coup de poing » d'Occident au libéralisme bon teint et divers postes de ministre. Mais plus



que tout, ces exemples démontrent notamment que tant la pensée que l'action extrémistes trouvent aisément à se déployer en politique.

Spécialiste des mouvements extrêmes, Christophe Bourseiller s'attèle à extraire du magma fluctuant de l'isthme extrémiste une première esquisse de définition, qu'il résume en une phrase : « L'extrémisme, c'est une idée politique, assumée jusqu'à ses plus lointaines extrémités³. » Cette base posée, il ajoute immédiatement une dimension politique concrète, absente chez Bronner : « Partisan d'une doctrine politique poussée jusqu'à ses extrémités, qui détermine un certain nombre de comportements et de pratiques, l'extrémiste appelle à un changement radical de la société. Ce changement ne peut s'effectuer que dans la violence⁴. »

L'extrémisme serait donc une approche politique radicale, issue d'un mode de pensée désireux de pousser une idée à l'extrême, et ce en usant de tous les moyens jugés nécessaires, y compris les plus... extrêmes. Là où le populisme relève de la rhétorique politique, capable de se greffer à toutes sortes de discours, l'extrémisme constituerait quant à lui une forme de comportement politique, susceptible de se développer à n'importe quel bord de l'échiquier.

La définition de Bourseiller a l'avantage de proposer une grille interprétative utile à l'analyse. Mais, en ces temps où les contestations, souvent progressistes, fleurissent un peu partout, mobilisant des moyens dont la radicalité, voire la violence ne sont pas totalement exclues, faut-il verser ces dernières dans la catégorie de l'extrémisme ? Y a-t-il une frontière qui permettrait de distinguer la forme des luttes, entre extrémisme inquiétant et détermination parfois nécessaire ? Après tout, bon nombre de conquêtes sociales ont été obtenues au terme de combats parfois radicaux.

George Orwell nous fournit peut-être la clé de ce casse-tête, avec sa notion de *common decency*. Il s'agit de cette forme d'empathie spontanée, sans

laquelle « une rébellion ne procède pas de cette "colère généreuse" qui animait par exemple un Dickens », et que l'on trouve, selon Orwell, chez « l'homme que le pouvoir indiffère et qui n'éprouve guère le besoin, pour exister à ses propres yeux, d'exercer une emprise violente sur ses semblables ».

L'ultime caractéristique qui définit l'extrémiste serait peut-être bien, *in fine*, sa fascination pour le pouvoir et le potentiel de violence sur autrui que celui-ci pourrait lui conférer. ■■■

1. Johann CHAPOUTOT, *Le Grand récit : introduction à l'histoire de notre temps*, PUF, 2021, p. 259.
2. Gérard BRONNER, *La pensée extrême : comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, PUF, 2^e éd., pp. 122-123.
3. Christophe BOURSEILLER, *L'extrémisme : une grande peur contemporaine*, CNRS éditions, 2012, p. 37.
4. Idem, p. 38.
5. Jean-Claude MICHÉA, *Orwell, anarchiste tory*, Climats, 2008, pp. 154 et 162.

Animations
Faites vivre le débat

2023
2024

Renseignements et réservations
04 232 70 40 - info@calliege.be - www.calliege.be

libres, ensemble

Centre de Recherche et d'Études de la Province de Liège asbl



Par **Thierry Bodson**, président de la FGTB.

LES EXTRÉMISMES, MENACES POUR LES DROITS SOCIAUX

Par extrémismes, le Centre d'Action Laïque vise « les doctrines ou attitudes dont les adeptes développent une pensée dogmatique, refusant toute alternative, qui les conduit à vouloir imposer leurs vues à l'ensemble de la société ». Dans cette définition, le terme « extrémismes » regroupe un spectre de positions inégalement hostiles aux droits sociaux. Il convient de rappeler les différences qui existent entre les extrêmes.

Si l'on se réfère aux régimes totalitaires, l'extrême gauche et l'extrême droite sont des horreurs sans nom tout aussi nocives aux droits humains l'une que l'autre. Mais on ne peut pas mettre dos à dos ces deux extrémismes. Au cœur de l'idéologie d'extrême droite, on retrouve la conviction que les humains ne sont pas égaux. L'extrême gauche, elle, considère que les individus sont égaux et que tous les moyens sont permis pour atteindre cette égalité. Ainsi, à la question « L'extrême gauche mène-t-elle nécessairement à la dictature? », Jean Faniel, directeur du CRISP, répond : « Oui, en URSS, en Chine, au Vietnam. Non, au Nicaragua, au Venezuela, en Équateur. » Or, autant dans les premiers les droits sociaux ont souffert, dans les seconds, ils ont augmenté.

→ « (...) Concentrons-nous maintenant sur la façon dont les extrémismes menacent les droits sociaux, aujourd'hui, en Europe et en Belgique. »

Concentrons-nous maintenant sur la façon dont les extrémismes menacent les droits sociaux, aujourd'hui, en Europe et en Belgique. Les polito-

logues parlent d'illibéralisme, de néolibéralisme, de nationalisme, de néoconservatisme, autant de « -ismes » situés à droite de l'échiquier politique et qu'on qualifie souvent, non pas d'extrême droite, mais de droite extrême.

Peut-on qualifier ces courants de démocratiques ? Les services publics sont définancés. La fiscalité concernant les plus riches leur est de plus en plus favorable. Les syndicalistes sont attaqués en justice. Les libertés de manifester et de faire grève sont menacées... çà et là des droits sociaux si durement acquis disparaissent. Par définition, supprimer du pouvoir au peuple, c'est le contraire de la démocratie.

Depuis le gouvernement Michel, le parquet belge poursuit pour des faits qui ne suscitaient aucune poursuite auparavant. Ainsi, 17 militants et responsables de la FGTB ont été condamnés à des peines de prison avec sursis pour « entrave méchante à la circulation » en 2015. Alors que l'entrave méchante à la circulation est une infraction qui existe depuis les années 1960 et qu'aucun syndicaliste n'avait jamais été condamné pour cela auparavant. Et pour cause ! À l'époque, la volonté du législateur était de considérer qu'en aucun cas cette infraction ne pouvait être appliquée à des actions de grève dont le droit était, à juste titre, considéré comme supérieur.

Car, oui, les droits de grève et de manifester sont des droits fondamentaux. C'est ce que rappelle le Comité européen des Droits sociaux qui est chargé de superviser le respect des engagements pris par les signataires de la Charte sociale européenne. Ce comité, précisément, juge depuis 2011 que notre pays ne respecte pas ladite charte car il fait un usage abusif de la requête unilatérale afin d'interdire des actions collectives. En mai dernier, l'Institut fédéral des Droits humains communiquait d'ailleurs son inquiétude pour les droits de grève et d'actions collectives dans notre pays à cause d'un regain de l'usage abusif de la requête unilatérale dans le cadre du conflit Delhaize.

En juin, le ministre Van Quickenborne dépose un projet de réforme du droit pénal dans lequel il introduit une nouvelle peine : l'interdiction de manifester. Celle-ci, dit le ministre, ne s'appliquerait qu'aux casseurs ayant commis des faits répréhensibles dans les rassemblements revendicatifs. Mais quand on a été condamné à une peine de prison sur base d'une loi dont le législateur disait, à l'époque, que cela ne concernerait jamais les syndicats, on est méfiant.



En réaction, le Conseil supérieur de la Justice, la Ligue des droits humains, tous les syndicats, Amnesty international, Greenpeace, Solidaris, Soralia, le CIRE, le CEPAG, CNCND 11.11.11, le MOC, PAC et Progress Lawyers Network... ont tous manifesté leur crainte.

Face à l'interpellation de tant d'acteurs de la société civile, le ministre a été forcé de revoir sa copie. Mais la vacuité des amendements proposés par le gouvernement n'a fait qu'accroître le questionnement de tous ces acteurs : quelle véritable motivation cela cache-t-il ?

L'extrémisme menace-t-il les droits sociaux ? Il faut savoir de quoi on parle. Si l'on parle du national populisme d'Orbán, de Trump ou de Meloni, la réponse est positive.

Malheureusement, ces dogmes populistes gagnent de plus en plus les familles libérales en Europe et des dirigeants politiques comme Macron, De Croo ou surtout Bouchez. C'est cela, également, qui constitue une réelle menace pour les droits sociaux, humains et démocratiques. ■■■



Par Justine Bolssens, chargée d'études à la cellule Étude et Stratégie du Centre d'Action Laïque.

LES EXTRÉMISMES, MENACES POUR LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Dans le monde entier, les droits sexuels et reproductifs sont confrontés à une menace croissante de partis d'extrême droite et groupements religieux qui cherchent à imposer leurs valeurs conservatrices et leurs croyances sur des questions liées à la sexualité, à la contraception, à l'avortement et aux droits des personnes non hétérosexuelles.

Pologne, les discours de l'Église catholique sur la « culture de mort » ont réussi à quasiment interdire l'IVG. Idem en Hongrie où, depuis l'arrivée au pouvoir de Viktor Orbán, la loi oblige les femmes enceintes qui souhaitent avorter à prouver, par le biais d'un certificat médical, qu'elles ont écouté « les battements de cœur du fœtus ». L'Espagne fait également face à la montée d'une extrême droite qui menace les droits sexuels et reproductifs des femmes : le parti Vox prône un État confessionnel aux valeurs chrétiennes et familiales, remettant en question les droits acquis en matière d'avortement et de santé sexuelle.

En Belgique, le président du Vlaams Belang, premier parti de Flandre selon le Grand Baromètre de juin dernier, ne cache pas sa volonté de restreindre l'accès à l'IVG : « l'avortement doit être possible lorsque la vie de la femme est en danger, lorsque l'enfant à naître n'est pas viable et en cas de viol ». Une déclaration qui fait fâcheusement écho à la situation alarmante en Pologne qui a déjà connu six décès de femmes enceintes depuis le durcissement de la loi IVG. Rappelons que ce parti, de concert avec la N-VA et le CD&V, a entravé le vote au Parlement de la loi IVG en 2019, par un quadruple renvoi du texte au Conseil d'État!

Dans la société civile aussi, des associations comme le groupe Croissance, Innocence en danger ou La petite sirène tiennent des discours homophobes et anti-choix, alimentant les fantasmes sur l'éducation sexuelle et sur l'avortement.

Ces exemples mettent en lumière une augmentation alarmante des mouvements extrémistes dont le but avoué est de restreindre les droits des femmes et d'imposer des normes sociales rétrogrades. Ces groupes religieux, conservateurs et extrémistes veulent réinstaurer un contrôle social et politique sur le corps et la sexualité des femmes. Cette dynamique de contrôle repose souvent sur une vision naturaliste et familialiste qui considère les femmes comme des objets, les réduisant à un rôle complémentaire et dépendant des hommes, mais utiles à un projet politique¹. Certains partis d'extrême droite réduisent les femmes au rôle de mère, considérant la procréation comme cruciale pour la survie de la nation et propagent même la théorie du « grand remplacement » pour justifier leurs politiques discriminatoires.

Ces atteintes aux droits sexuels et reproductifs ont des conséquences désastreuses sur la santé

et le bien-être des femmes et sur la société dans son ensemble.

À l'heure actuelle, des dizaines de milliers de femmes meurent de complications liées à la grossesse et à l'accouchement parce qu'elles n'ont qu'un accès limité à des soins de santé reproductive de qualité ou sont forcées de recourir à des avortements clandestins et dangereux qui mettent leur vie en danger. C'est pourquoi en 2023, la lutte contre les extrémismes est indispensable pour que l'égalité des droits sexuels et reproductifs soit défendue comme un des socles de la démocratie qui garantit la liberté et le respect des droits humains pour tous et toutes. ■■■

1. <https://www.moustique.be/actu/belgique/2022/06/27/ivg-en-belgique-qui-est-contre-et-qui-est-pour-aller-plus-loin-241742>.

2. François Debras, *Les partis d'extrême droite, pourfendeurs ou promoteurs des droits des femmes?* Colloque extrême droite et genre(s), CAL Charleroi, 2023.



La montée en puissance de ces mouvances pose de sérieux défis à la lutte pour l'égalité, la liberté et le respect des droits humains. Ces droits, reconnus comme fondamentaux, englobent la capacité des femmes à exercer leur autonomie et à prendre des décisions éclairées concernant leur santé sexuelle et reproductive, y compris leur droit à l'éducation sexuelle, à la contraception, à l'avortement sûr et légal, ainsi qu'à la protection contre la violence sexuelle. Cependant, dans de nombreux endroits et États à travers le monde, ces droits sont aujourd'hui encore bafoués et ignorés.

Les stratégies mises en œuvre par les mouvements intégristes et conservateurs sont globales et s'exercent sur l'ensemble de la planète. L'Europe, qui reste le continent le plus favorable à l'autonomie de décision des femmes, n'est pas épargnée. On le sait peu, mais sur le continent, l'IVG est totalement illégale à Andorre et au Liechtenstein. À Malte, elle est totalement interdite, même si la législation vient de reconnaître deux exceptions : quand la vie de la mère est en danger ou lorsque le fœtus n'est pas viable. En



Par **Sibylle Gioe**, avocate et vice-présidente de la Ligue des droits humains.

LA POLITIQUE MIGRATOIRE EST-ELLE EXTRÉMISTE ?

Associations, collectifs, syndicats, citoyen·nes, nous sommes nombreux·ses à dénoncer le caractère inique et peu respectueux des droits humains de la politique d'asile et de migration. Celle-ci peut-elle être qualifiée d'extrémiste ? Voici quelques éléments de réponse.

La liberté de circulation – le droit de quitter son pays et d'y revenir – est consacrée par la Déclaration universelle des droits de l'homme (article 13). La liberté des Belges est une des plus étendues au monde, en sixième position du classement mondial : ils et elles accèdent à 188 pays sans condition de visa¹.

Le droit d'asile est reconnu par la même Déclaration (article 14) et par la Convention de Genève sur le statut de réfugiés. Pourtant, l'Union européenne (UE) a récemment admis que ses États membres se dispensent de respecter le droit fondamental à être accueilli, pour la modique somme de 20 000 € par réfugié².

En Belgique, l'extrémisme est qualifié en référence au respect des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit. La loi sur la Sûreté de l'État définit l'extrémisme comme « les conceptions ou les visées racistes, xénophobes, anarchistes, nationalistes, autoritaires ou totalitaires, qu'elles soient à caractère politique, idéologique, confessionnel ou philosophique, contraires, en théorie ou en pratique, aux principes de la démocratie ou des droits de l'homme, au bon fonctionnement des institutions démocratiques ou aux autres fondements de l'État de droit en ce compris le processus de radicalisation³ ». Ces extrémismes sont surveillés dès lors qu'ils constituent une menace pour la sécurité physique et morale des personnes.

La politique migratoire est logiquement le sujet de prédilection de l'extrême droite, définie par sa xénophobie et son autoritarisme ou son obsession sécuritaire. L'extrême droite revendique la réduction maximale des possibilités d'immigration, par opposition constante à la liberté de circulation et au droit d'asile.



Avec des justifications en apparence neutres, mais en pratique xénophobes, d'autres formations politiques régulièrement au pouvoir et des institutions politiques s'inscrivent dans cette mouvance.

Illustrations : rien ne se perd, rien ne se crée... tout se transforme.

Prenons par exemple le plan en 70 points du Vlaams Blok de 1996⁴ et son chapitre sur le durcissement de la nationalité, incluant un « test de citoyenneté » pour accéder à la nationalité (point 28). En 2019, le programme électoral du MR comprenait lui aussi un chapitre intitulé de la sorte, incluant un test similaire portant sur les « valeurs et les traditions » de la société⁵.

Prenons la proposition du parti français Reconquête⁶ d'externaliser la procédure d'asile, c'est-à-dire de la déléguer à des pays tiers, sans que les exilé.es ne pénètrent sur le territoire. C'est là où se perd l'UE, lorsqu'elle envisage la création de « plateformes de débarquement » dans des pays tiers⁷, ou qu'elle soutient des accords avec la Libye et la Turquie, où les réfugié.es sont systématiquement maltraités. Notons aussi que quand Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, est financée pour renforcer la « protection des frontières extérieures » de l'UE, ce n'est pas pour désigner autrement la migration que comme une menace. Le plan en 70 points du Vlaams Blok ne proposait pas autre chose (point 35).

Prenons les propos d'un secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration : « il faut trouver une manière de contourner l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme⁸ » et sa jurisprudence, c'est-à-dire l'interdiction

absolue de soumettre quiconque à des traitements inhumains ou dégradants, notamment en réalisant des « pushback », le refoulement de bateaux en mer. Et ceux où il se vante d'ignorer les jugements en faveur des étrangers, alors que l'exécution des jugements est un droit fondamental et une caractéristique essentielle d'un État de droit. Comment comprendre que face à un tel extrémisme, son parti politique n'est pas financièrement sanctionné⁹ ?

Si la xénophobie de telle mesure ou de tel propos venait à nous échapper, rappelons-nous qu'en pratique, d'aussi massives violations des droits fondamentaux des Belges seraient impensables.

Quant aux menaces sur la sécurité morale et physique des personnes exilées, en raison de ces politiques xénophobes et sécuritaires, rappelons que plus de 26 000 personnes sont mortes noyées dans la Méditerranée depuis 2014 et que les survivant·es sont accueilli·es dans de sordides camps. ■■■

1. Henley Passport Index, 9 juillet 2023. <https://www.henleyglobal.com/passport-index/ranking>

2. RTBF, 8 juin 2023.

3. Article 8, 1, c) de la loi du 30 novembre 1998.

4. Le programme en 70 points du Vlaams Blok sur l'immigration a valu à l'ancêtre du Vlaams Belang une condamnation pour racisme en 2004.

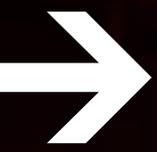
5. Programme du MR 2019, p. 204. <https://www.mr.be/wp-content/uploads/2019/04/MR-PROGRAMME-GENERAL-2019.pdf>

6. Parti politique d'extrême droite fondé par Éric Zemmour en 2021.

7. Communiqué de presse du 24 juillet 2018. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_18_4629

8. <https://www.rtb.be/article/crise-des-migrants-la-derniere-polemique-de-theo-francken-resumee-en-6-actes-9937565>

9. Voir l'article 15 ter de la loi du 4 juillet 1989.



LA LAÏCITÉ EN ACTIONS

DES ASSOCIATIONS EN MOUVEMENT

PEUPLE & CULTURE WALLONIE-BRUXELLES, DE L'ÉDUCATION PERMANENTE À LA LUTTE ANTIFASCISTE

Peuple & Culture Wallonie-Bruxelles est une association d'éducation permanente dont les activités visent à favoriser et développer, principalement chez les adultes, une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société, des capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation ainsi que des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique.

Il s'agit d'un milieu ouvert favorable à la rencontre et à la formation de militants politiques et syndicaux,

d'enseignants, d'animateurs, de formateurs... d'acteurs associatifs engagés dans la lutte contre les inégalités.

Rien d'étonnant donc, à la mise sur pied de « Cafés antifascistes », des activités mobiles qui vont à la rencontre de plusieurs publics. Construits comme des lieux d'échanges et de débats sans langue de bois ni embrigadement où l'expression de chacun.e est libre et encouragée, ils se déroulent dans des espaces conviviaux, autour d'un verre.

Rencontre avec
Loïc Decamp, animateur.



Entretien avec **Loïc Decamp**, animateur chez Peuple & Culture Wallonie-Bruxelles. Propos recueillis par Aline Kockartz.

DES CAFÉS ANTIFAS ANCRÉS DANS LA RÉALITÉ

Salut & Fraternité : Qu'est-ce qu'un Café Antifa ? Quels sont ses objectifs et son histoire ?

Loïc Decamp : Les Cafés Antifas existaient déjà sous d'autres formes dans les milieux antifascistes liégeois. C'est initialement un lieu où l'on boit un verre en discutant. De 2010 à 2019, année de création du Front Antifasciste de Liège 2.0, l'essentiel de la lutte à Liège se trouvait dans les milieux anarchistes et le public associatif.

Quand j'ai commencé à travailler pour Peuple & Culture Wallonie-Bruxelles, la volonté de renouer avec le monde militant existait. J'ai donc proposé de lancer les Cafés Antifas en m'appuyant sur le Front Antifasciste de Liège 2.0, pour proposer un espace où ces luttes contre le fascisme sont également un lieu de formation et de débat public. L'idée était que chacune et chacun puisse s'en saisir, tout comme d'autres opérateurs socioculturels ou de l'éducation permanente, comme un enjeu important au regard de la situation politique aujourd'hui.

Historiquement, l'antifascisme a cette particularité d'unifier les différentes tendances de « gauche ». Bien qu'il s'agisse d'une lutte difficile car négative, elle propose un dénominateur commun à différents types de militants.

Le premier Café Antifa remonte à la période de la covid-19 car les débats suscités par la gestion de la pandémie se révélaient assez stériles sur les réseaux sociaux et ont divisé les collectifs et mouvements sociaux. Organisée en colla-

boration avec Barricade, la rencontre a tourné à la « foire d'empoigne », sur la question de la covid-19. L'idée n'était pas de se mettre d'accord, mais plutôt de sonder les hypothèses qui motivaient telle ou telle position des personnes. Cela a été un des rares espaces où l'on a abordé cette question.

Les animations des café antifascistes ne doivent pas être déconnectées de la réalité : l'idée est de partir du réel pour débattre de manière critique et agir en retour sur lui.

Au fur et à mesure, un public de participant.es s'est fidérisé et nous travaillons sur base d'un programme mensuel. L'initiative, la coordination et l'animation du Café Antifa vient de notre association mais nous travaillons avec les réseaux militants, les associations, en vue d'inciter à poursuivre les réflexions et actions.

Depuis 2021, il y a eu 23 rencontres chaque dernier samedi du mois : cela permet une régularité chez les participants. Nous invitons des collectifs, des intervenants, parfois en visioconférence, et nous accueillons entre 5 et 30 personnes à chaque édition. La première année, nous nous sommes focalisés sur les luttes contre les extrêmes droites. Cette année, nous mettons le focus sur l'antiracisme.

S&F : Ce dispositif est-il transposable à d'autres associations ?

L.D. : Oui, tout le monde peut organiser des Cafés Antifas. Nous serions d'ailleurs ravis qu'ils

s'exportent ailleurs. C'est un lieu de débats où nous ne cherchons pas un accord systématique. Sur base de lectures ou de rencontres surgissent des problèmes face auxquels les personnes vont débattre avec distance critique pour éventuellement agir par la suite.

S&F : Vous avez créé un outil : un jeu. Pouvez-vous nous en dire davantage ?

L.D. : Nous avons, en effet, produit un jeu qui s'appelle Clair-Obscur : la démocratie est en jeu. Son thème principal est l'extrême droitisation et nous donnons une formation pour sa prise en main dans une visée d'éducation permanente. Les personnes participantes y reçoivent un exemplaire du jeu.

Ce dernier est né suite à un appel à projets en 2022, qui a demandé beaucoup de travail au sein de notre association, depuis la conception jusqu'à la réalisation, en passant par le graphisme. Il s'agit d'un mélange de jeu de rôle et de plateau, avec beaucoup d'éléments et des règles complexes qui peut se pratiquer de 6 à 24 joueurs. C'est pourquoi la formation est nécessaire pour maîtriser l'outil.

Il traite des thématiques de l'immigration, du racisme et de la police. Les joueuses et joueurs sont divisés en trois équipes : la droite, la gauche, et les « ni-ni » et ils ont un objectif général qui est de garder un niveau démocratique « haut ».

Les mécanismes de jeu produisent une mise en tension et du débat : il faut donc pouvoir animer ce jeu. Les éléments scénarisés sont basés sur des faits réels avec un effort de vulgarisation sur les concepts, de manière à pouvoir y jouer avec des personnes peu coutumières des enjeux ou du langage politiques. ■■■

Retrouvez le jeu et les outils d'animation :

<https://www.peuple-et-culture-wb.be/>



L'antifascisme a cette particularité d'unifier les différentes tendances de « gauche ».



LA LAÏCITÉ EN ACTIONS

Par Céline Martin, coordinatrice du service Démocratie et Cultures.

UNE EXPOSITION PARTICIPATIVE POUR BOOSTER LA TRANSITION ALIMENTAIRE



Plus qu'une exposition, Cultures en transitions est une création pluridisciplinaire pour voir, écouter et découvrir les potentiels cachés des territoires en faveur d'une alimentation durable. Elle invite à découvrir des habitant-es, des expert-es, des artistes, des animateur-rices, des maraîcher-es, des bibliothécaires qui racontent, explorent et agissent.

Grâce au projet *Nourrir la Wallonie*, plus de 600 interviews ont été récoltées pour alimenter le travail artistique. La part belle est donnée au dialogue entre personnes qui consomment et celles qui produisent.

Du 16 juin au 22 août, à La Cité Miroir, les visiteurs ont pu découvrir les photographies de Sabine Masciarelli avec le projet *Nourrir demain*, celles de Céline Chariot, les installations artis-

tiques de Nourrir et vivre, les vidéos par Arsenic2, Point culture et les GASAP. Une découverte d'acteurs et d'actrices, de secteurs qui bougent et qui tissent des convergences.

L'exposition scénographiée par Stéphane Arcas et Claire Renard (Arsenic2) se poursuivra toute l'année en décentralisation à Visé, Ans, Sprimont, Namur, Bruxelles...

Tout près de chez vous, une réelle immersion insolite qui ouvre les imaginaires et les champs des possibles futurs désirables !

Une organisation des Champs des possibles (Centre d'Action Laïque de la Province de Liège, Arsenic2, Adoc) avec plus de 400 partenaires de divers secteurs. ■■■

https://youtu.be/LRr1J3_kU7Y

Par Colette Mertens, coordinatrice du service Expression & Démocratie.

L'ESCAPE ROOM À SERAING A PRIS UN COUP DE FRAIS !

Ce dispositif bien connu des amateurs de jeux en tous genres place un ensemble de joueurs dans un lieu fermé dont ils doivent s'échapper en interagissant avec l'environnement, en collectant indices et objets utiles. La collaboration entre les participants prime pour trouver la solution pour quitter ce lieu de réclusion dans un temps limité.

La première version de l'Escape room proposée en 2019 par notre équipe a été entièrement remise à neuf afin d'être davantage en phase avec les enjeux de transition climatique et de justice sociale qui mobilisent notre association. L'eau, l'air, la terre et le feu sont à présent réunis dans un magnifique décor qui constitue le théâtre d'une enquête à résoudre.

À la différence des pratiques habituelles d'escape room reposant essentiellement sur le raisonnement logique, une attention particulière est accordée à exploiter aussi les capacités créatives des participants. L'expérience nous montre que les participants dont c'est le premier contact

avec ce type de dispositif ont tendance à minimiser leur implication dans la réussite, et qu'il est important d'identifier ensemble en quoi leurs apports se sont révélés décisifs pour la bonne issue de l'animation.

À l'issue de la séance de jeu, joueuses et joueurs sont invités à continuer leur cheminement personnel avec ces deux questions : en quoi suis-je important pour construire la société ? Et comment puis-je être un acteur de la transition écologique ? Le débriefing réalisé à l'issue de la séance d'escape room avec chaque groupe offre un riche moment de débat et d'intéressantes pistes de réflexion qui trouveront leur prolongement au rythme de chacun. ■■■

Envie de vivre l'expérience de l'Escape room 4 éléments à Seraing ? Contactez le service Expression & Démocratie au 0490 42 93 03 ou via expression@calliege.be pour réserver votre séance !



Par Audrey Taets, coordinatrice du service Solidarité.

EN LUTTE. HISTOIRES D'ÉMANCIPATION : L'EXPO S'ACTUALISE DÈS SEPTEMBRE



L'exposition *En Lutte. Histoires d'émancipation* s'est ouverte il y a 10 ans. Depuis, de nombreux mouvements sociaux ont vu le jour permettant la visibilité de groupes sociaux porteurs de revendications spécifiques. Il nous semblait donc essentiel d'actualiser les propos, le contenu de notre exposition permanente.

Le changement est inhérent aux systèmes de rapports sociaux et aux structures sociales. La société, la démocratie sont un champ de tensions et de contradictions, au sein duquel rien n'est véritablement figé, il faut le rappeler. La période covid a

fortement marqué les esprits et a permis de mettre à jour une série de dysfonctionnements sociétaux importants. Ce genre d'événement constitue des points de bascule qui peuvent provoquer des transformations importantes tant au niveau de la pensée que des pratiques individuelles et collectives et bien entendu sociétales.

Il était ainsi devenu nécessaire d'actualiser le parcours en donnant voix à la diversité des causes et des modes d'engagement afin de permettre au visiteur de s'identifier à l'un ou l'autre et susciter son implication par cette question : et vous, quel

est votre engagement ? La focale est donc mise à la fois sur des acteurs sociaux et collectifs liégeois engagés dans la solidarité sur le terrain, mais aussi sur des mouvements de lutte de grande envergure dans l'espace public. Réalisée en partenariat avec plusieurs organisations actives (Sortir du bois, Friskot, L'ASBL La Cible, L'école des solidarités, le CVFE et la Maison Arc-en-Ciel de Liège), cette capsule leur permet d'exprimer leur engagement enthousiasmant. Des images du Web média engagé et autogéré *Irruption* couvrent par ailleurs divers mouvements sociaux en Belgique qui ont eu lieu ces cinq dernières années. Des luttes écologistes, en passant par les revendications féministes, LGBTQI+, les luttes antiracistes, antifascistes : nous avons voulu intégrer un maximum de collectifs, acteurs sociaux porteurs de messages progressistes et égalitaires pour l'avenir. ■■■

Par Colette Mertens, coordinatrice du service Expression & Démocratie.

JOUONS ENSEMBLE : QUE LE VIVRE ENSEMBLE GAGNE !



Dans l'objectif de travailler un vivre-ensemble inclusif et solidaire à l'échelle du territoire de Seraing, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège invite la population à jouer !

Deux mardis après-midi par mois, toute personne désireuse de participer est invitée à venir expérimenter des dynamiques relationnelles et des mécaniques de jeux variées dans notre local d'animation de Seraing. Ces animations « Jouons ensemble ! » démontrent, s'il en est encore besoin, la pertinence de l'utilisation des jeux de société comme outil de développement du vivre ensemble.

Pour promouvoir la coopération, *Insider*, un jeu de déduction, oblige les joueurs à communiquer entre eux pour trouver les bonnes réponses à un quiz mais aussi pour découvrir *l'Insider*, qui manipule secrètement la discussion pour rester incognito. À l'inverse, *TTMC : Tu te mets combien ?* organise les participants en équipes, chacune étant invitée dans une ambiance de compétition décontractée à auto-évaluer ses connaissances sur des thèmes sérieux ou complètement farfelus. Les jeux de bluff ont aussi leurs avantages, comme *Time Bomb* qui plonge le public dans l'ambiance victorienne de Londres. Après avoir découvert dans quel clan

il se trouve, le joueur devra contribuer à faire exploser une bombe dans Big Ben ou tenter de la désarmer.

À travers ces différentes animations utilisant les jeux de société, c'est toute la confiance en la capacité à établir des relations bienveillantes et complémentaires entre joueurs qui est retrouvée ou renforcée. Ce climat cohésif est d'ailleurs amorcé par un moment brise-glace, à chaque fois différent, en début de séance. Si la valorisation de la diversité des profils des participants se fait naturellement à travers la variété des supports utilisés, les animatrices veillent à mettre en évidence cette richesse afin de la rendre visible aux yeux de tous.

L'adage « Que le meilleur gagne ! » se transforme ainsi naturellement en « que le vivre ensemble gagne ! ». ■■■



Par **Henri Deleersnijder**, professeur d'histoire et essayiste.

CONTRE LES EXTRÉMISMES : L'USAGE DES MOTS

En février 2010, Nigel Farage, chef du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, dont l'europhobie était chevillée aux mots, adressait cette virulente apostrophe au président du Conseil européen Herman Van Rompuy, en pleine séance publique du Parlement européen : « Vous avez le charme d'une serpillière humide et l'apparence d'un petit employé de banque. » Pire : « Vous avez l'intention d'être l'assassin de la démocratie européenne et de toutes les nations européennes. » Et de surenchérir, en guise d'estocade : « Vous n'avez aucune idée de ce que peut être un pays uni, tout cela parce que vous venez de Belgique, qui est plutôt un non-pays. »

Depuis cette mémorable attaque verbale, le monde politique, sous les coups de butoir des formations populistes, s'est passablement laissé gagner par des dérives langagières peu propices au maintien de la sérénité qu'exigent les débats publics. Silvio Berlusconi et Donald Trump, pour ne citer que ces deux ténors, se sont illustrés comme d'aucuns dans le palmarès des propos fracassants et autres clashes, où Recep Tayyip Erdogan figure aussi d'ailleurs en bonne place.

On aura toujours le loisir de se rassurer par le fameux dicton de Talleyrand : « Tout ce qui est excessif est insignifiant. » Pas sûr cependant qu'un tel optimisme vaille toujours dans une époque comme la nôtre, où les autoritarismes ont le vent en poupe et où la parole a tendance à se faire trop souvent tueuse, sinon clivante. C'est que certains mots, rien que par leur énoncé comminatoire, sont aussi des actes : c'est leur côté performatif. On pourrait même affirmer que « "la langue" est plus puissante que l'action¹ ». L'écrivain et philologue Victor Klemperer, penseur de la novlangue du III^e Reich, nous avait pourtant prévenus : « La puissance des mots est si grande qu'il suffit de termes bien choisis pour faire accepter les choses les plus odieuses. »

En tant que sismographes des pensées les plus intimes, qu'ils soient véhiculés par les médias ou par chacun d'entre nous, les vocables comportent une charge symbolique considérable. Ils peuvent devenir de redoutables armes de combat ou de non moins efficaces étouffoirs d'esprit critique, dès qu'ils sont utilisés à des fins idéologiques par des partis extrémistes. D'où la

nécessité de les décrypter et de les faire dégorger, surtout s'ils cherchent à obtenir notre adhésion par d'autres moyens que la raison : la défense des valeurs démocratiques est à ce prix. À cette fin, il est impératif que, l'œil rivé sur l'inacceptable, attentif aux soutes les plus sombres de l'inconscient où se forment les vocabulaires, l'on sonne sans cesse le tocsin.

À cet égard, le danger peut surgir d'éléments de langage dont on se méfie le moins. Le parler courant actuel, par exemple, est truffé, sans que nous ne nous en apercevions toujours, de termes issus de la logorrhée économiste. Or, il est possible qu'un jour – déjà arrivé pour les plus conscients – l'économisme et le productivisme à tout crin soient perçus comme un extrémisme apocalyptique. Comme quoi, en matière de vigilance langagière, élargir la focale n'est pas inutile... ■■■

1. Gérard Garutti, *Il faut voir comme on se parle. Manifeste pour les arts de la parole*, Arles, Actes Sud, 2023, p. 21



Par **Gautier Pirotte**, sociologue et professeur à l'ULiège.

LA SOCIÉTÉ CIVILE, REMPART AUX EXTRÉMISMES ?

La société civile, notion polysémique aux contours parfois difficiles à cerner, est régulièrement évoquée dans le champ politique ou médiatique, comme facteur de revitalisation de nos démocraties. Aujourd'hui, face à la prolifération et la banalisation des idées extrémistes de gauche comme de droite, plus d'un s'interroge : et si les vertus supposées démocratiques de la société civile constituaient un rempart aux dérives extrémistes ? Ce n'est pas si simple.

Depuis l'effondrement des régimes communistes d'Europe de l'Est à la fin des années 1980, une vision biaisée de la société civile s'est fortement répandue dans l'opinion publique, une vision présentant cette société civile comme étant de nature démocratique. Ce n'est pourtant pas le cas. Quand on étudie la société civile dans le cadre de régimes démocratiques, la littérature met en lumière trois dimensions constitutives : premièrement, un tissu associatif (soit un ensemble d'acteurs associatifs plus ou moins organisés et institués, développant des activités les plus diverses, constitutives de liens sociaux, alimentés par la confiance...); deuxièmement, une dimension expressive (idées, croyances, opinions...); troisièmement, un espace public comme lieu de débats entre idées, croyances for-

mulées par ces acteurs et permettant d'influencer les politiques publiques.

Si l'on peut, à la rigueur considérer que nombre d'associations sont des lieux d'apprentissage de règles démocratiques, disposer d'un tissu associatif (dimension 1) même dense ne suffit pas à définir la société civile à elle seule et ne garantit en rien sa capacité à jouer un rôle au sein d'un régime démocratique. Imaginons qu'une majorité d'entre elles défendent des idées (dimension 2) d'exclusion, de rejet de l'autre en raison de ses « différences », cette société civile aurait plutôt tendance à saper les fondements de la démocratie qu'à la renforcer. De même, l'existence d'un espace public (dimension 3) autonome des pouvoirs publics comme des intérêts économiques est une condition indispensable au fonctionnement démocratique. Or, depuis le milieu des années 2010, la question du « rétrécissement de la société civile » (plus précisément du « rétrécissement de l'espace public ») est un enjeu crucial. Et l'arrivée démocratiquement au pouvoir au cours de cette dernière décennie de régimes vite qualifiés de « populistes » et plus sûrement qualifiables d'extrême droite tant en Europe (Italie, Pologne, Hongrie...) qu'ailleurs (Brésil, USA...) est problématique. Dans ce cas, ce n'est pas tant la

société civile qui peut revigorer la démocratie que le régime démocratique qui se doit d'assurer les conditions d'existence d'une société civile dynamique. Pour permettre à cette société civile de jouer pleinement ses rôles de contre-pouvoir et fournisseur de services à la population (services dont une grande partie en Belgique sont subsidiés par des fonds publics), il faut que le régime en place garantisse l'existence d'un espace public ouvert et autonome à partir du respect de libertés fondamentales (liberté d'expression, de réunion, d'association, droit de grève...). En échange, cette société civile non seulement doit être portée par des valeurs démocratiques mais doit également remplir une fonction pédagogique à deux niveaux : d'une part, par son fonctionnement, être un lieu d'apprentissage de partage de la parole, de recherche de consensus pour ses adhérents et d'autre part auprès d'un large public par les combats, les activités d'éducation permanente ou à la citoyenneté mondiale que certaines organisations de la société civile mènent. Ainsi, c'est donc autour d'une relation de renforcement mutuel régime démocratique / société civile que se noue l'enjeu fondamental d'une démocratie durable, capable de résister aux dérives extrémistes observées à notre époque. ■■■



Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège était présent au Solidararis Day à Dison le 20 août, aux Solidarités à Namur les 25, 26 et 27 août et à Retrouvailles au Parc de la Boverie à Liège les 2 et 3 septembre. Sur le stand, le public était invité à participer à un quiz dont les questions de culture générale abordent, de près ou de loin, les préoccupations et valeurs laïques. Un moyen ludique et convivial de faire découvrir la laïcité. Ces événements festifs de l'été permettent de faire connaître nos actions et activités à un large public.

ANIMATION : LE LANGAGE NOUS ENGAGE

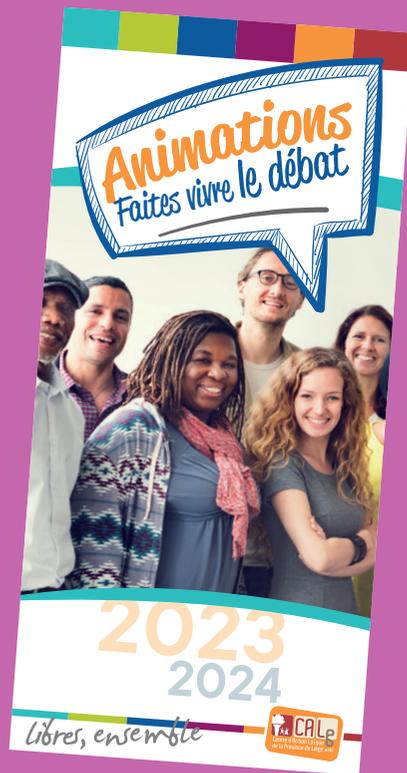
Dans le cadre de son offre d'animations, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège en propose une sur la question de la novlangue et de notre rapport aux mots. Ces derniers ne sont pas neutres : ils peuvent modifier et influencer notre perception du monde et notre façon d'agir. Cette animation interroge le langage qui domine dans certains discours et enjeux politiques. Elle permet de comprendre pourquoi et comment la novlangue peut altérer notre esprit critique, affaiblir la démocratie et nous empêcher de penser à des alternatives aux systèmes.

D'une durée de 2 heures, cette animation participative est proposée aux groupes de personnes à partir de 16 ans pour 25 € à La Cité Miroir uniquement.

Renseignements et réservations : 04 232 70 40 - animations@calliege.be - www.calliege.be

Retrouvez l'ensemble des animations proposées :

www.calliege.be/faites-vivre-le-debat/#animations



PERMETTRE À BILLY SACKO DE RESTER EN BELGIQUE



Billy Sacko a fui la Guinée par peur pour sa sécurité et est arrivé en Belgique en 2019. Alors qu'il est aujourd'hui engagé sous contrat de travail à durée indéterminée, intégré dans la vie associative, il est menacé d'expulsion. Des citoyens, dont son employeur, se mobilisent.

Des citoyens, dont son employeur, se mobilisent.

www.change.org/p/permetsse-%C3%A0-billy-sacko-de-rester-en-belgique

MANIFESTANT·E, PAS CRIMINEL·LE!



Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège, à l'instar de nombreuses associations de la société civile et des organisations syndicales, reste inquiet quant à l'adoption du projet de loi, même amendé, visant à

rendre la justice « plus humaine, plus rapide et plus ferme ». Ce texte introduit une nouvelle sanction pénale d'interdiction de manifester, l'objectif étant de s'attaquer aux « casseurs ». Il offre cependant une marge d'interprétation tellement large qu'il pourrait porter atteinte au droit fondamental de manifester de chacune et de chacun d'entre nous.

www.manifestant-pas-criminel.be

SOUTIENS

LE CORDON SANITAIRE : VIGILANCE !



Daardaar est un site d'information qui propose notamment une sélection quotidienne d'articles de la presse flamande en français. En juin, nous apprenions qu'il avait pris la décision de diffuser une capsule vidéo

consacrée au président du Vlaams Belang, au mépris du cordon sanitaire. Cette vidéo faisait partie d'une série de capsules, conviviales et humoristiques, dédiées aux président.es de parti en Flandre. Suite à une mobilisation massive lancée par le Réseau ADES, à laquelle s'est associé le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège, DaarDaar a décidé de ne pas diffuser cette vidéo destinée aux réseaux sociaux.

Le cordon sanitaire, dans ses dimensions politique, médiatique et associative, constitue un réel rempart à l'extrême droite et à ses dangers. La vigilance et la mobilisation de tous les démocrates est et reste indispensable. Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège entend bien poursuivre son action en ce sens.

CAROLINE DU NORD. L'AVORTEMENT EST UN DROIT HUMAIN : PROTÉGEONS-LE !



Terrible conséquence de l'annulation de l'arrêt Roe v. Wade par la Cour suprême des États-Unis le 24 juin 2022, l'avortement est actuellement totalement interdit dans 14 États et quasiment interdit (et fonctionnellement inaccessible) dans de nombreux autres États. C'est en Caroline du Nord qu'aujourd'hui ce droit est menacé.

www.amnesty.be/veux-agir/agir-ligne/petitions/usa-avortement



Cérémonie de funérailles laïques

Un réseau d'officiants
du Centre d'Action Laïque
de la Province de Liège
à votre service.

0493 259 359

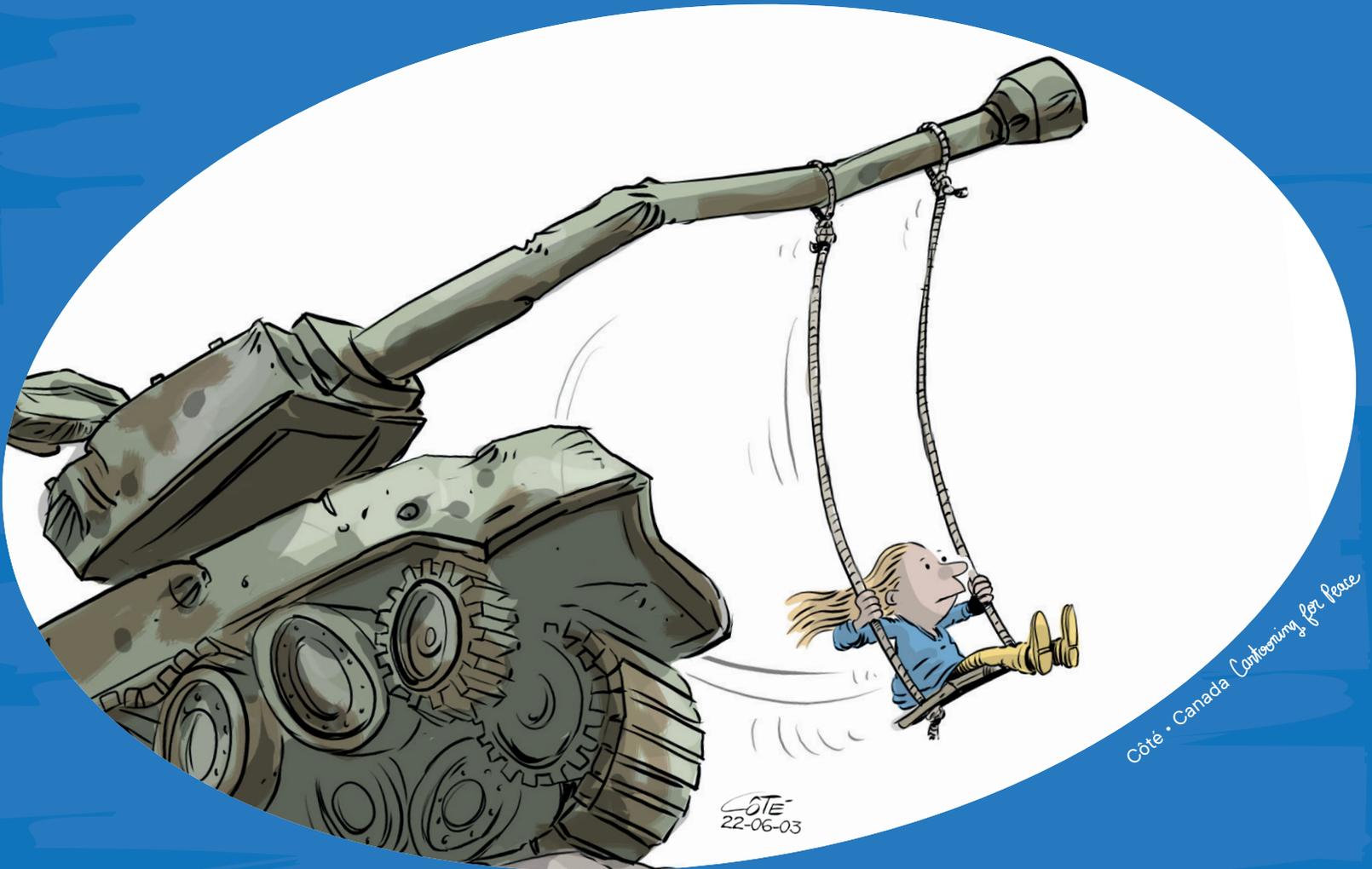
En partenariat avec les associations laïques.

Les cérémonies sont entièrement gratuites.



ENJEUX HUMAINS

100 DESSINS DE PRESSE POUR RÉENCHANTER
LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME



Côte • Canada Cartooning for Peace



En partenariat avec



07/10/2023 > 28/01/2024

LA CITE MIROIR
SAUVENIÈRE

Place Xavier Neujean 22 — 4000 Liège

WWW.ENJEUXHUMAINS.BE

Avec le soutien
précieux de



Dans le cadre de la campagne d'éducation
permanente du Centre d'Action Laïque



LES EXTRÉMISMES
NOTRE PRISON